

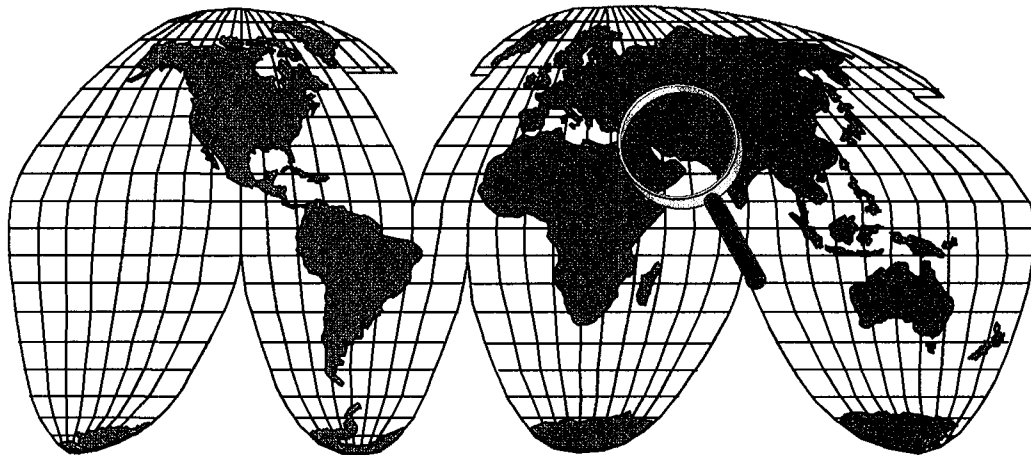
MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE :

Géopolitique du pétrole dans le Golfe arabo-persique depuis la deuxième guerre du Golfe.

Résumé :

Le pétrole du golfe tient une place stratégique considérable dans l'économie des pays importateurs, et tout particulièrement dans l'économie américaine. L'hégémonie que les Etats-Unis exercent dans cette région est mise à profit pour satisfaire leurs intérêts pétroliers, qui rejoignent ceux de leur allié régional privilégié, l'Arabie Saoudite.

Les embargos et les sanctions économiques imposés à l'Iran et à l'Irak s'inscrivent dans une stratégie pétrolière commune.



SOMMAIRE

- 1.- Introduction
- 2.- Le rôle économique affirmé du pétrole du Golfe
- 3.- Les Etats-Unis tributaires du pétrole du Golfe
- 4.- L'hégémonie américano-saoudienne
 - 4.1.- L'alliance américano-saoudienne
 - 4.2.- Une conduite pragmatique mais ferme du marché pétrolier
- 5.- Le facteur pétrolier au coeur des événements du Golfe
 - 5.1.- L'embargo contre l'Irak
 - 5.2.- La loi D'Amato-Kennedy
- 6.- Conclusion

-

Annexes :

Annexe A : Carte mondiale des productions pétrolières

Annexe B : Carte du Golfe Arabo-persique

Annexe B : Données économiques et humaines de la région

Annexe C : Bibliographie

1.- Introduction

Le 17 janvier 1991, à 0H00 GMT, débutait l'opération « Tempête du désert ». Quelques heures plus tard, au New York Mercantile Exchange, le plus grand marché de transaction pétrolière, le prix du baril, déjouant tous les pronostics, amorçait une chute. Il passait en une séance de 32 \$ à 21 \$, la valeur objectif souhaitée des autorités américaines. Ces dernières avaient habilement choisi l'heure de l'attaque. Les deux principaux marchés pétroliers mondiaux, ceux de Londres et de New York, ne devaient ouvrir que plusieurs heures après. Les prix étaient d'abord montés en flèche sur le petit marché de Singapour. Puis ils avaient commencé à baisser sur le marché de Londres, au su des communiqués américains triomphateurs, qui s'avéreront avoir été sciemment très exagérés.

Ce fait nous rappelle que la guerre du Golfe s'inscrivait bien dans une stratégie pétrolière. Il montre également avec quelle précision les Américains étaient parvenus à agir sur les marchés pétroliers. Dans le Golfe de l'après-guerre, la « pax americana » règne, mais des tensions subsistent et parfois se développent très rapidement, à l'image des crises suscitées par les agissements imprévisibles de Saddam Hussein. Mais quels sont les enjeux pétroliers aujourd'hui dans la région ? Quels en sont les principaux acteurs et que recherchent-ils ? Car on ne peut comprendre les événements survenus dans le Golfe depuis la guerre si on occulte le facteur pétrolier.

Aujourd'hui le pétrole du Golfe revêt plus que jamais un rôle économique et politique mondial. Les Etats-Unis, dont le territoire est situé aux antipodes, se trouvent paradoxalement au coeur du sujet. Leur économie, leur sécurité énergétique mais aussi leur mode de vie lui-même, en dépendent. C'est pourquoi ils contrôlent étroitement la région, s'appuyant sur un allié privilégié, l'Arabie Saoudite, avec une stratégie pétrolière basée sur des rapports de force plutôt que sur un équilibre du marché mondial. Ils s'opposent en effet presque systématiquement aux deux grands Etats territoriaux que sont l'Iran et l'Irak en canalisant leurs revenus pétroliers par des politiques d'embargos.

2.- Le rôle économique affirmé du pétrole du golfe

Les économies des pays du Golfe, de la plupart des pays occidentaux et asiatiques, dépendent fortement du pétrole du Golfe, qu'il s'agisse des liens directs, matérialisés par les approvisionnements pétroliers ou des liens indirects constitués par les investissements et les placements financiers liés à l'exploitation pétrolière.

Le rôle considérable joué par ce pétrole tient essentiellement à la dépendance des économies à son égard, et à la localisation de ses réserves.

Cette situation n'est pas prête de changer essentiellement pour deux raisons :

- le Golfe détient les deux tiers des réserves mondiales identifiées ;
- la demande d'hydrocarbures doit fortement augmenter dans les prochaines décennies du fait de la croissance économique de l'Asie et en particulier de la Chine.

On pourra objecter que les réserves, semble-t-il considérables, d'hydrocarbures récemment découvertes dans le bassin péri-Caspien vont modifier la donne. C'est

probable, mais ces changements se feront très progressivement et n'affecteront pas le pétrole du Golfe avant de nombreuses années. En effet, les investissements à réaliser pour faire déboucher pétrole et gaz vers les ports d'embarquement et les lieux de consommation sont énormes, et l'instabilité encore plus grande de la région Caspienne incite à la prudence.

En outre les gisements pétroliers du Golfe sont les plus avantageux du fait de leur faible coût de production. Si on ajoute la situation du marché du gaz et la situation financière des pays du Golfe détenteurs d'une masse énorme de pétrodollars, le Golfe est bien une région clef pour l'économie mondiale. Dans dix ans, comme le prévoit l'OCDE, près de 45 % de la production mondiale (contre 35 % en 1996) viendra de cette région. Chaque événement politique, chaque contestation territoriale prendra des proportions énormes. On comprend alors mieux la volonté de Washington à contrôler le Golfe.

3.- Les Etats-Unis tributaire du pétrole du Golfe

L'histoire récente nous enseigne que le principal déterminant de l'évolution des monarchies du Golfe n'est pas leur environnement géographique mais le rôle que joue leur pétrole dans l'économie américaine. Le Koweït lui doit en effet son existence actuelle.

Les Etats-Unis, qui comptent 5% de la population mondiale, consommaient en 1995 le quart de la production pétrolière dans le monde. La facture pétrolière constitue 40% de l'inquiétant déficit américain. Enfin le secteur des transports absorbe en moyenne plus de 60% de la consommation, dont 42 % pour les seules voitures particulières. La consommation de pétrole est non seulement vitale pour des pans entiers de l'économie mais elle exprime aussi un choix de société. Il faut donc prendre en compte la véritable culture pétrolière de ce pays.

Cette culture est renforcée par une américanisation profonde du domaine pétrolier mondial. Elle reste largement dominante au travers de la monnaie de transaction, le dollar, de l'information pétrolière ou des participations dans la majorité des sociétés pétrolières de dimension internationale.

Les Etats-Unis, premier consommateur de pétrole, sont simultanément premier importateur et troisième producteur de pétrole. C'est une situation tout à fait unique qui fait que le pétrole relève à la fois des politiques intérieure et extérieure. L'opposition traditionnelle entre importateur et producteur est interne et non uniquement internationale.

C'est pourquoi la stratégie pétrolière américaine est nécessairement pragmatique. Elle doit satisfaire deux courants très différents. Un cours du baril trop bas ne permet pas d'exploiter les puits de pétrole américains car leur coût d'exploitation est très élevé. Un cours du baril trop haut alourdit la facture pétrolière.

Cependant, bien que gros producteur, les Etats-Unis voient leurs réserves pétrolières diminuer et leur part d'importation augmenter peu à peu. Une forte dépendance énergétique vis à vis de l'étranger a toujours été considérée comme inacceptable. Aussi, depuis longtemps déjà, Washington veut contrôler les sources identifiées comme stratégiques, le pétrole du Golfe, et influencer sur la politique des prix au mieux des intérêts américains.

4.- L'hégémonie américano-saoudienne

4.1.- L'alliance américano-saoudienne

Elle repose sur des liens historiques, pétroliers et sécuritaires.

La présence américaine en Arabie Saoudite est ancienne. Les Etats-Unis ont exploité très tôt l'opposition des Saoudiens à l'Angleterre. Ainsi dès les années trente, l'Arabie Saoudite préférait faire appel aux compagnies pétrolières américaines plutôt qu'aux compagnies anglaises pour mettre en valeur ses ressources. Aujourd'hui, la presque totalité du pétrole saoudien est exploité par des compagnies américaines. Par ailleurs, le PIB de l'Arabie Saoudite est assurée à 40% par les revenus du secteur pétrolier. Les intérêts pétroliers des américains et des saoudiens sont donc très interdépendants.

L'Arabie Saoudite demeure la clef de voûte de la présence américaine dans toute la région. Le « principe de sécurité réciproque », énoncé en Novembre 1991 par le ministre saoudien du pétrole, prévoit la sécurité pétrolière américaine à prix modéré en échange de la sécurité de l'Arabie Saoudite. L'alliance américano-saoudienne est concrétisée par la présence des forces américaines sur son territoire ainsi que par les accords passés avec tous ses voisins de la péninsule arabique. L'Arabie Saoudite n'est donc menacée par personne à l'extérieur de ses frontières tant que cette alliance perdure.

4.2.- Une conduite pragmatique mais ferme du marché pétrolier

La politique pétrolière s'exprime par la voie de deux organisations internationales pétrolières : l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) et l'Agence Internationale de l'Energie (AIE). Pendant que l'Arabie Saoudite fait endosser à l'OPEP la stratégie pétrolière qu'elle définit avec les Etats-Unis, les Etats-Unis s'imposent au sein de l'AIE.

Cette stratégie est, comme nous l'avons vu plus haut, nécessairement pragmatique. Elle vise à maintenir le prix du pétrole à un niveau qui soit suffisamment rémunérateur pour les pays producteurs et les compagnies pétrolières, mais aussi non dissuasif pour les pays consommateurs. Ces derniers ont depuis 20 ans adapté leurs modes de production industriel, et ne sont plus aussi dépendants du Moyen-Orient pour leur approvisionnement.

L'Arabie Saoudite, vue l'ampleur de ses réserves et le bas coût d'extraction de son pétrole, a le loisir de baisser les prix bien plus que les autres membres de l'OPEP. Cela lui donne une position dominante au sein de l'organisation. Ses intérêts étant très liés à ceux des Etats-Unis, elle se montre très prudente et préserve le long terme.

La politique pétrolière débouche sur des quotas imposés aux pays membres de l'OPEP. Les quotas sont étroitement liés aux embargos prononcés par le conseil de sécurité des Nations Unies, sous la pression américaine. Ainsi, la politique pétrolière américano-saoudienne est-elle basée plus sur des rapports de force que sur un équilibre du marché mondial. Au-delà des nécessités politiques et sécuritaires invoquées par les Etats-Unis pour maintenir les embargos, n'y aurait-il pas également un objectif économique moins avouable ? La réponse ne peut être que positive lorsqu'on examine les conséquences économiques de ces embargos.

5.- Le facteur pétrolier au coeur des événements du Golfe

5.1.- l'embargo contre l'Irak

L'embargo sur le pétrole irakien a permis à l'Arabie Saoudite, seul pays possédant des capacités de production inemployées, d'amasser de considérables recettes d'exportation. Ce pays a augmenté de 70% sa production dès l'embargo sur l'Irak ! Le maintien de cet embargo après le retrait irakien du Koweït a donné ensuite aux pays du Golfe la possibilité d'accaparer le quota irakien de production et de se rembourser ainsi en nature des frais occasionnés par la guerre. L'Arabie Saoudite a mis environ deux ans à couvrir ses frais, évalués à 55 milliards \$. Les compagnies pétrolières américaines en ont également profité et leurs bénéficiaires se sont envolés : en 1993, 5 milliards \$ pour Exxon, 1,5 milliard \$ pour chacune des sociétés Amoco, Mobil et Chevron. Depuis le retour du Koweït sur le marché, l'Arabie Saoudite a retrouvé son rôle de producteur d'appoint. Tant que l'offre mondiale de pétrole restera supérieure à la demande, le retour de l'Irak sur le marché entraînera une baisse de production des monarchies du Golfe et en particulier de l'Arabie Saoudite.

Cependant un retour de l'Irak sur le marché semble inéluctable à terme. Les Etats-Unis et l'Arabie saoudite veulent éviter tout brusque retour de l'Irak. En effet cela aurait pour conséquences l'apparition de quelques 3 millions barils par jour (b/j) supplémentaires sur le marché. Bien qu'il soit prévu une augmentation de la demande, ce pays en couvrirait la plus grande part. Le marché s'engorgerait et il s'ensuivrait une chute des prix, ce que ni les monarchies du Golfe, ni les Etats-Unis ne désirent. Le comportement américain visant à accorder une autorisation très progressive aux irakiens permet de l'éviter.

En effet, la résolution 986, dite « pétrole contre nourriture » accordée en décembre 1996 par le conseil de sécurité de l'ONU, permet à l'Irak de vendre pour seulement 2 milliards de dollars de pétrole tous les six mois en échange de nourriture et de médicaments. Cela correspond à moins de 1% de la production mondiale (environ 30 millions de tonnes) et n'entraîne donc pas de répercussion sur le cours du baril. La communauté internationale, les Etats-Unis exceptés, la réclamait depuis des années. Début décembre 1997, la résolution a été confirmée au même niveau sans que soit satisfaites les demandes persistantes d'augmentation des Irakiens. Les vives tensions entre Washington et Bagdad de Novembre 1997 ont motivé ce refus. Le dictateur irakien est devenu malgré lui un « allié objectif » des Etats-Unis. Certains pourront interpréter cela comme la simple poursuite du « rôle » qu'il joue malgré lui depuis l'invasion du Koweït, et en définitive, comme la raison pour laquelle il est toujours au pouvoir.

5.2.- la loi D'Amato - Kennedy

L'autre menace d'engorgement du marché pétrolier de l'OPEP, et en conséquence de déstabilisation des prix, est représentée par l'Iran.

En effet, ce pays se voit imposer par l'OPEP un quota de 3,3 millions b/j alors qu'il a la capacité d'en produire davantage. Les Etats-Unis ont dressé des obstacles aux exportations iraniennes en invoquant des raisons politiques. Il s'agit principalement de la loi D'Amato-Kennedy, signée par le président Bill Clinton en août 1996. Cette loi met officiellement en quarantaine Téhéran et Tripoli, accusés d'être les relais du terrorisme international. Elle sanctionne toute société, américaine ou étrangère,

investissant plus de 40 millions de dollars par an dans le secteur pétrolier de la Libye et l'Iran. Elle vise donc à geler les ressources pétrolières de ces deux pays producteurs. Cette loi permet ainsi théoriquement aux Etats-Unis de mieux contrôler le marché pétrolier dans le Golfe.

Elle n'est cependant pas sans effets sur les autres pays consommateurs ou opérateurs du pétrole iranien, comme en particulier la France, qui sur ce point s'oppose à la politique économique américaine. La société pétrolière Total, qui est à la fois opérateur en Iran et en Libye, est en effet directement concernée. En Iran, elle a pris dans un premier temps la place de la société américaine Conoco pour le développement des champs pétrolifères de Sirri (investissement de 600 millions de dollars); Puis elle a signé en septembre 1997 un important contrat de prospection de pétrole et de gaz dans la zone de South Pars dans le cadre d'un partenariat avec le russe Gazprom et le malais Petronas. La France, consciente d'une part des dangers de déstabilisation régionale qu'une telle diabolisation provoque, et d'autre part soucieuse de diversifier ses intérêts pétroliers et gaziers, a donc pris le parti d'ignorer cette loi américaine.

En fait loin d'isoler l'Iran sur le plan politique ou économique, cette loi a poussé Téhéran dans les bras d'autres partenaires comme la Russie et la Chine, trop ravies de pouvoir (re)prendre pied dans la région. Elle a de plus rapproché les populations chiites du Golfe en alimentant leur ressentiment commun à l'égard des Etats-Unis.

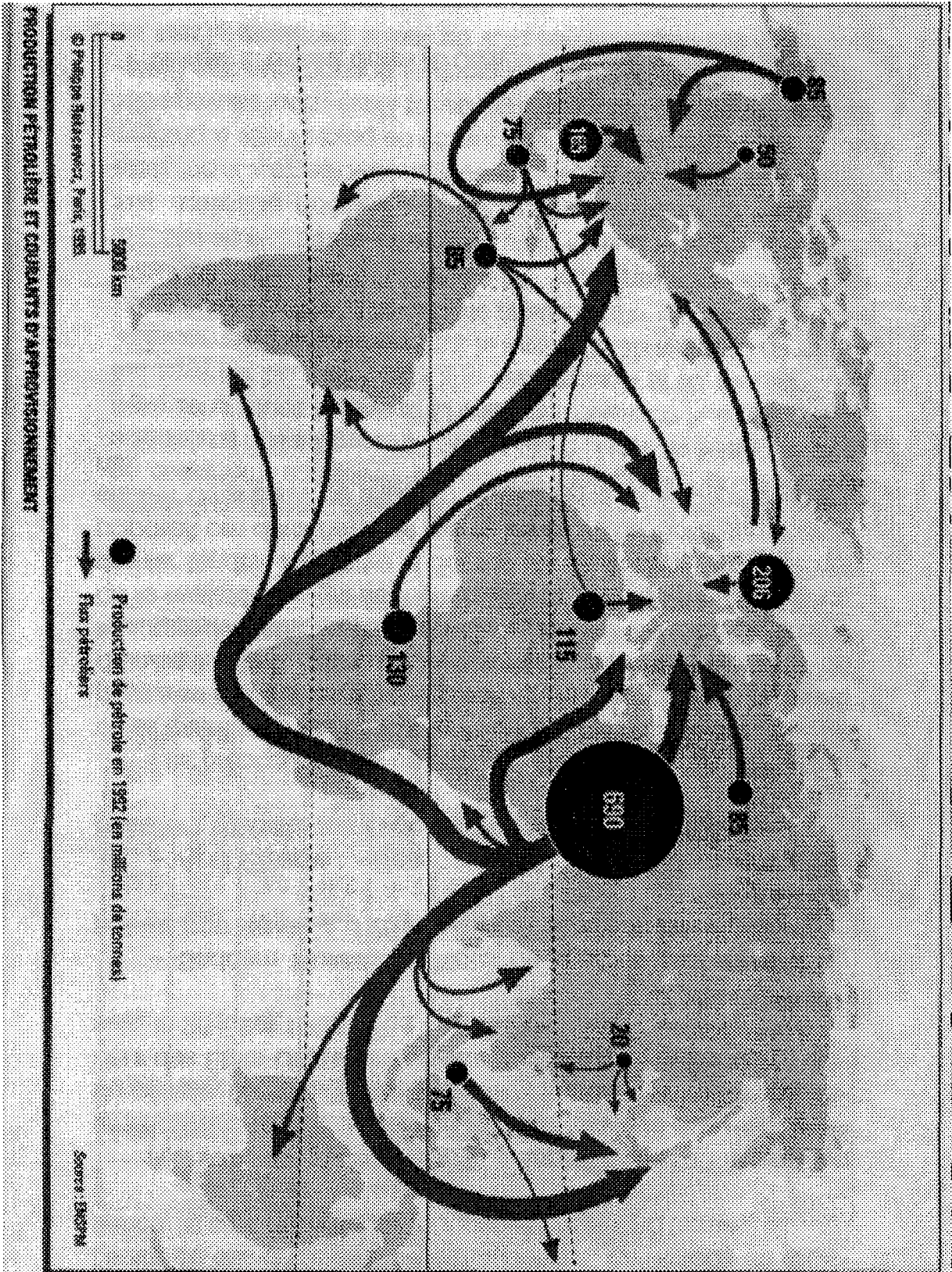
5.- Conclusion

Ainsi le pétrole du Golfe arabo-persique restera pour des années encore un produit stratégique pour l'économie mondiale et tout particulièrement pour les Etats-Unis. Conservant leur maîtrise du marché pétrolier acquise à la faveur de la deuxième guerre du Golfe, les Etats-Unis et leur allié régional, l'Arabie Saoudite, imposent leur loi aux autres pays exportateurs du Golfe. Les embargos pétroliers de l'Irak et de l'Iran permettent aux autres pays du Golfe de maintenir des quotas avantageux et aux américains de bénéficier d'un marché stable à prix modéré.

Cependant cette politique rencontre l'hostilité croissante des populations du Golfe, et compte tenu de l'assise démographique, culturelle et religieuse de l'Iran et de l'Irak, fragilise l'équilibre interne des monarchies pétrolières. Leurs dirigeants commencent à s'en préoccuper et affichent peu à peu une certaine distance avec Washington. Cette coopération pourra s'avérer impossible si les Etats-Unis sont perçus de plus en plus comme un Etat qui utilise la force pour satisfaire le goût de sa population pour une énergie bon marché.

Pour autant tous les événements du Golfe ne sont pas uniquement liés au facteur pétrolier, ce serait tomber dans un déterminisme simplificateur. On ne saurait en particulier nier l'importance que revêt le processus de paix israélo-palestinien ou le fait religieux dans cette région.

ANNEXE A : Production pétrolière



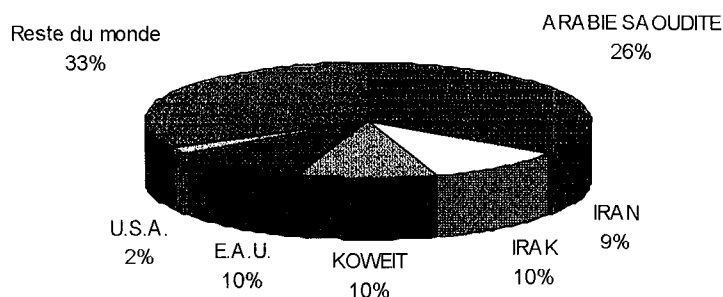
ANNEXE B : Golfe arabo-persique



Annexe C : Données économiques et humaines des pays riverains du Golfe

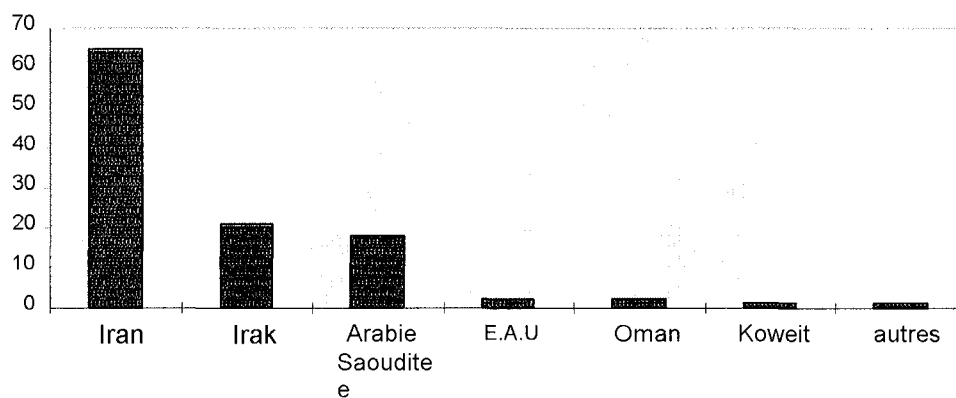
	Arabie Saoudite	Iran	Irak	E.A.U	Oman	Koweït	Bahreïn	Qatar	USA	Total
Réserves pétrole	35600 mt	12030 mt	13643 mt	13400 mt	700 mt	13200 mt	29 mt	505 mt	3064 mt	135000 mt
Production pétrole	431 mt (96)	184 mt (96)	30 mt (96)	117 mt (96)	42 mt (95)	109 mt (96)	2 mt (95)	22 mt (95)	381 mt (96) 416 mt (91)	3376 mt (96)
Dépenses Défense en % PIB	10,3	3,9	?	4,4	12,5	10,1	5,3	4,1	?	

Réserves pétrolières mondiales



en million

Population



- **AIE : Agence Internationale de l'Energie**

Organisme fondé par le secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger au lendemain du premier choc pétrolier (1974) pour regrouper les pays importateurs de pétrole face à l'OPEP. (la France a refusé d'y participer).

- **OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole**

Elle regroupe le Venezuela, l'Iran, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Qatar, la Libye, l'Indonésie, les E.A.U, l'Algérie, le Nigéria et le Gabon. L'Equateur l'a quittée en novembre 1992.

Annexe D : Bibliographie

BLIN Louis :

***Le pétrole du Golfe, guerre et paix au Moyen-Orient*, éditions Maison-neuve,
1996**

CORM Georges :

***Le Moyen-Orient*, éditions Dominos Flammarion, 1996**

MARCELLIN Jacques :

***La guerre du commerce mondial*, éditions Eska, 1993**

THUAL François :

***Repères internationaux*, éditions Ellipses, 1997**

THUAL François :

***Abrégé géopolitique du Golfe*, éditions Ellipses, 1997**